

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1282

Artikel: Aide au développement : de la famine à la malnutrition chronique
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025657>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

De la famine à la malnutrition chronique

La FAO (Food and Agriculture Organisation) a mis sur pied à mi-novembre à Rome un vaste rassemblement de chefs d'Etat. Quand bien même l'éradication de la mal nutrition serait à la portée de l'homme, ils n'ont osé promettre à tous le «pain quotidien».

LA RÉCAPITULATION, SUR 150 ans de notre histoire contemporaine, des grandes famines est une leçon d'humilité. Plus que le ciel, l'homme est l'ennemi de l'homme.

L'Inde, la Chine, l'Afrique y figurent pour des raisons climatiques parfois. Sont encore en mémoire la sécheresse exceptionnelle du Sahel, les inondations du Bangladesh.

Mais plus souvent encore, les fatalités climatiques ne sont pas à l'origine du désastre, mais la guerre civile: celle du Biafra a provoqué 2 millions de morts. D'autres sont contemporaines. Et surtout l'Europe, portée à considérer la famine comme un fléau exotique, tend à occulter les 2 à 3 millions de morts irlandais (1846-47) et les 4 à 6 millions de morts russes et ukrainiens provoqués par la collectivisation forcée.

Prévisions pessimistes

Aujourd'hui l'efficacité des moyens de transport, l'importance des réserves stockées rendent maîtrisable toute famine, pour autant que les secours aient accès aux populations frappées. En revanche la malnutrition chronique frappe des centaines de millions d'individus. Par malnutrition il ne faut pas entendre une privation de nourriture qui peut être passagère, mais un déséquilibre des éléments nutritifs tel qu'il entraîne des modifications irréversibles du métabolisme et de la santé (la suralimentation des pays riches serait aussi une forme de malnutrition!). La FAO

estime à 800 millions dans les pays en voie de développement les personnes victimes de malnutrition, dont 200 millions d'enfants environ.

Or la croissance démographique risque d'entraîner une forte augmentation des victimes, en Afrique notamment. Pour 2010 on prévoit, pour ce continent, que 300 millions de personnes seront frappées.

La problématique

Les analystes ont souvent présenté les causes économiques et politiques de la malnutrition. Pour mémoire. La monoculture de denrées d'exportation a été poussée au détriment des cultures vivrières. Le pouvoir a imposé des prix très bas pour calmer les populations urbaines et maintenir des salaires peu élevés facilitant les exportations, donc l'acquisition de devises au profit de la classe aisée, des castes militaires etc... Les prix agricoles trop bas empêchent le développement d'une agriculture indigène efficace. Les grandes organisations internationales (FAO, Banque mondiale par son agence pour le développement AID) portées à soutenir les

grands projets tiennent désormais mieux compte de cette problématique, notamment dans l'octroi de crédits: 100 milliards par an pour l'AID. L'aide des Etats a souvent été vicieuse: surplus alimentaires écoulés à prix cassés par les Etats-Unis ou l'Union européenne; aide qui a pour but premier l'achat par le pays soutenu des produits du pays souteneur, y compris le matériel militaire. Le Gatt a introduit, un peu, un commencement d'ordre dans ces marchés faussés.

La DDC

L'aide suisse, d'assistance, technique, financière, économique a bonne réputation, gérée par la Direction du développement et de la coopération (DDC) rattachée au Département des affaires étrangères. Elle gère un budget d'un milliard, dont un tiers pour les actions multilatérales et deux tiers pour l'aide directe.

Parmi ses moyens d'action, le don commercialisé que DP avait préconisé. Walter Fust, directeur de la DDC, le définit ainsi. «Seule l'aide d'urgence est gratuite; les autres produits alimentaires sont vendus à des prix correspondant aux prix locaux. Les recettes ainsi générées sont utilisées pour acheter des manuels scolaires, par exemple, de sorte que nous obtenons un effet double, sans préjudice pour la configuration locale des prix» (*Mois économique et financier*, 11/92). Peu de choses devant l'immensité du défi. Mais tout de même une solidarité concrète. *ag*

La sous-nutrition se cache dans toutes les sociétés

DANS NOTRE PAYS réputé riche, il est peut-être disproportionné de parler de malnutrition chronique. Pourtant de nombreux enseignants et éducateurs signalent des cas d'alimentation d'enfants et d'adolescents nettement insuffisante. En France, *Le Monde* (14 décembre 1996) donnait la parole à un directeur d'établissement scolaire repérant des élèves mangeant pour repas principal à midi un seul sandwich. Dans ce collège du département de l'Oise, où la population s'est sérieusement paupérisée au fil des années, des enfants ne pouvaient s'inscrire au restaurant scolaire parce qu'issus de familles financièrement exsangues.

Un fonds social collégien a heureusement repéré ces cas de malnutrition et financé leur repas. D'après le médecin du collège, quand les parents se trouvent dans une situation sociale précaire, la question de l'alimentation n'est pas perçue et ce sont les enfants qui en subissent les conséquences.

L'augmentation de ces cas mériterait un coup de projecteur médiatique.